Statuts de SOS Villages d'Enfants International

Informations générales	
Adoptés par :	l'Assemblée Générale
Approuvés le :	28 juin 2025
Version :	V12A
Destinataires :	tous les membres, y compris les membres de leurs organes, leurs employés et les personnes travaillant auprès des membres ordinaires ou pour leur compte de ces derniers ; et SOS Villages d'Enfants International, y compris les membres de ses organes, ses employés et toutes les autres personnes travaillant pour SOS Villages d'Enfants International ou pour son compte
Responsable du document	General Counsel's Office
Historique des modifications	La présente version remplace toutes les versions précédentes des statuts.

Préambule

SOS Villages d'Enfants est une organisation non gouvernementale indépendante active dans le domaine du développement social en faveur des enfants. Nous respectons les différentes religions et cultures et nous intervenons dans les pays et les communautés où notre engagement peut apporter une contribution au développement. Nous œuvrons dans le respect des Lignes directrices des Nations Unies relatives à la protection de remplacement pour les enfants (« Guidelines for the Alternative Care of Children ») et de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant et nous nous engageons dans le monde entier pour ces droits.

Nos principes programmatiques

Nous protégeons les droits des enfants qui grandissent qui ne sont pas pris en charge ou qui risquent de ne plus être pris en charge par leurs parents. Nous pensons que le développement d'un enfant, au sens du plein épanouissement de son potentiel, s'effectue au mieux dans un environnement familial, au sein duquel chaque enfant est accompagné et soutenu par un parent attentionné (ou une autre personne assumant le rôle parental). Le bien-être de l'enfant est à la base de toutes nos décisions et de toutes nos actions, et nous lui accordons la priorité sur toute autre considération. À cet effet, nous élaborons des réponses adaptées à la situation de chaque enfant et nous l'impliquons dans toutes les décisions qui concernent sa vie. Nous aidons la famille, la communauté et l'État à renforcer leurs capacités à venir en aide aux enfants et aux familles. Nous nous engageons en vue d'améliorer les conditions générales des enfants et des familles de notre groupe cible en œuvrant à l'amélioration des lignes directrices et des pratiques existantes là où le développement des enfants est entravé et où leurs droits sont bafoués.

Le premier SOS Village d'Enfants a été fondé par Hermann Gmeiner en 1949 à Imst, en Autriche. Il sert de modèle dans le monde entier pour la mise en œuvre de l'idée du SOS Village d'Enfants de Hermann Gmeiner, qui s'est développée en différents programmes et en différentes approches en vue de garantir le développement global des enfants défavorisés dans un environnement familial bienveillant. Les quatre principes du concept de SOS Village d'Enfants de Hermann Gmeiner sont les suivants : la mère (chaque enfant a un parent aimant), les frères et sœurs (des liens familiaux se créent), la maison (chaque famille crée son propre foyer) et le village (la famille du SOS Village d'Enfants fait partie de la communauté).

Notre vision est la suivante : « Chaque enfant grandit dans une famille où il est aimé, respecté et protégé ». Afin de concrétiser cette vision, nous nous engageons, en tant que membres de SOS Villages d'Enfants International, à respecter les principes suivants :

Principes de coopération

Nous, SOS Villages d'Enfants International, sommes une association (« Association ») composée d'organisations membres autonomes et interdépendantes qui se soutiennent mutuellement dans un esprit de solidarité. L'ensemble formé par l'Association et par ses membres est dénommé ci-après Fédération (« Fédération »).

Nous, organisations membres, apprécions l'autonomie au sein de notre propre pays, d'une part, et l'appartenance à la Fédération mondiale, de l'autre, et nous nous efforçons de trouver un équilibre entre les deux.

Nous nous engageons à faire passer les intérêts des enfants et des familles ainsi que ceux de la Fédération avant les intérêts individuels.

Nous partageons nos ressources et nous recherchons des moyens efficaces de nous soutenir mutuellement afin que notre travail permette de concrétiser la vision, la mission, les valeurs et les objectifs de l'Association et de la Fédération.

Nous reconnaissons que les actions et les résultats du travail de chacun d'entre nous ont également un impact sur toutes les autres organisations membres. Nous nous engageons par conséquent à respecter ces principes de coopération et les normes contraignantes convenues d'un commun accord.

Nous élargissons et nous développons en permanence nos programmes afin d'obtenir le plus grand impact possible et nous assurons leur viabilité en favorisant un partenariat respectueux entre les organisations membres.

Nous mettons en place et nous gérons autant de programmes que possible et nous leur allouons des ressources financières et humaines suffisantes.

En assurant un suivi continu de la qualité et de l'impact de nos programmes, nous garantissons leur pertinence à long terme.

Afin d'assurer leur financement, nous encourageons une relation étroite entre les donateurs et les programmes, y compris la communication directe entre les membres.

Nous sommes tous responsables de la promotion, du renforcement et de la protection de notre marque mondiale.

Notre marque est notre capital le plus précieux et nous devons nous engager ensemble en vue d'en préserver la valeur. Cela concerne notamment la manière dont nous incarnons notre vision, notre mission et nos valeurs et dont nous défendons les droits des enfants conformément à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant. Cela concerne également notre engagement sans faille en faveur de la protection des enfants, de l'intégrité et de l'égalité des sexes.

Nous convenons que tous les membres de notre Fédération ont les mêmes droits et obligations. La prise de décision démocratique, la diversité dans tous les domaines, la transparence et le respect mutuel sont les valeurs fondamentales auxquelles nous sommes attachés.

Article 1 - Nom et siège social

1.1 SOS-KINDERDORF INTERNATIONAL, dénommée ci-après « l'Association », est enregistrée sous ce nom en tant qu'association dans le registre des associations de la direction de la police du land de Vienne, en Autriche. L'Association est l'organisation faitière des associations nationales SOS Villages d'Enfants, dont le champ d'activité s'étend au monde entier.

Le nom officiel de l'Association en allemand est : SOS-Kinderdorf International. Les traductions suivantes du nom allemand de l'Association sont utilisées en anglais, en français et en espagnol :

Anglais : SOS Children's Villages International,

Français : SOS Villages d'Enfants International,

Espagnol : Aldeas Infantiles SOS Internacional.

1.2 Le siège de l'Association est à Vienne.

Article 2 - Objet de l'Association

L'Association est une organisation privée, apolitique et non confessionnelle ayant pour but d'assurer la prise en charge qualifiée d'enfants et d'adolescents qui ne se sont pas pris en charge ou risquent de ne plus être pris en charge par leurs parents, dans le cadre de programmes éducatifs et de soutien aux familles en difficulté et aux personnes dans le besoin du fait de catastrophes et de guerres., conformément à l'idée de SOS Village d'Enfants de Hermann Gmeiner, telle qu'elle est définie dans le Préambule..

L'Association coordonne, soutient et contrôle les membres affiliés et gère les programmes SOS Villages d'Enfants en son nom propre, si nécessaire.

L'Association agit à des fins d'utilité publique ou de bienfaisance conformément aux articles 34 et suivants du code fiscal autrichien (« BAO ») et elle n'a pas de but lucratif. Elle œuvre exclusivement dans l'intérêt général ou pour venir en aide aux personnes dans le besoin.

Tous les moyens financiers de l'Association, ainsi que tous les excédents financiers, sont utilisés pour réaliser l'objet de l'Association.

Article 3 - Réalisation du but de l'association

3.1 L'Association réalise son objet par les moyens suivants :

3.1.1 Par elle-même et avec le soutien des autres organisations membres : la création et la gestion de SOS Villages d'Enfants offrant aux enfants un foyer, une mère / un parent, des frères et sœurs et l'environnement d'une communauté villageoise.

Le travail du SOS Villages d'Enfants se poursuit de manière continue dans le cadre des programmes pour adolescents de SOS.

3.1.2 Par elle-même et avec le soutien des autres organisations membres : la création et la gestion de :

3.1.2.1 centres sociaux SOS, des programmes de renforcement familial SOS, crèches SOS, écoles maternelles SOS, centres SOS pour mères et enfants, centres médicaux SOS et centres de consultation SOS ;

3.1.2.2 Écoles SOS Hermann Gmeiner et centres de formation professionnelle SOS, qui offrent une prise en charge et un soutien qualifiés aux enfants, aux adolescents et aux familles en détresse ;

3.1.3 l'organisation de programmes d'aide d'urgence SOS dans des situations de catastrophe ou de guerre ;

3.1.4 la promotion et la défense du programme SOS Villages d'Enfants ainsi que des droits des enfants et des adolescents dans le monde entier, tels qu'ils sont définis dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant signée en 1989 ;

3.1.5 la promotion de la compréhension internationale et de l'échange de connaissances entre les personnes de différentes nations et cultures sur le thème de la prise en charge des enfants et du développement de l'enfant, ainsi que par la coopération avec d'autres organisations ;

3.1.6 la capacité à jouer un rôle exemplaire dans le placement à long terme d'enfants dans des structures d'accueil de type familial et à fournir et diffuser des connaissances spécialisées sur la prise en charge des enfants et des adolescents dans des structures de type familial ;

3.1.7 la création et la gestion d'un Secrétariat Général chargé de remplir les tâches courantes de l'Association, de mettre en œuvre les décisions des organes de l'Association et de contrôler cette mise en œuvre, d'offrir un soutien et des services aux membres de l'Association et de faciliter leur coopération ;

3.1.8 le regroupement et la coordination au sein d'une Fédération des associations SOS Villages d'Enfants, fédérations ou autres personnes morales existantes dans le monde entier qui fondent leur travail sur l'idée du SOS Village d'Enfants ;

3.1.9 l'adoption de mesures visant à garantir que les revenus provenant de différentes sources et nécessaires à la réalisation des objectifs de l'Association et de l'objet commun poursuivi par toutes les organisations membres soient maintenus à un niveau optimal dans le monde entier ; l'Association soutient ses membres dans le cadre de leurs activités de collecte de fonds et les complète, en concertation avec eux, par ses propres activités de collecte de fonds ;

3.1.11 la coordination et la révision des fonds collectés et dépensés par les organisations membres pour la construction et l'entretien des SOS villages d'enfants et d'autres programmes SOS Villages d'Enfants, dans la mesure où ces fonds sont mis à la disposition d'autres organisations membres et/ou de l'Association pour l'accomplissement de leurs tâches ;

3.1.11 le contrôle de la gestion courante des organisations membres et l'adoption des dispositions contraignantes nécessaires à la réalisation des objectifs de l'Association, dans le respect des présents statuts ;

3.1.12 la promotion d'échanges interculturels sur la situation des enfants et des adolescents dans le cadre de la gestion du programme international de parrainage, ainsi que le soutien au recrutement et au suivi de parrains de SOS Villages d'Enfants dans le monde entier ;

3.1.13 la mise à disposition de moyens administratifs appropriés et la participation dans des sociétés de capitaux, notamment par scission d'activités de l'Association en vue d'améliorer l'organisation de l'Association, mais aussi en vue d'accomplir des tâches sur le marché qui ne peuvent être assumées par une association à but non lucratif. Les éventuelles distributions de bénéfices provenant de ces activités seront-elles aussi exclusivement employées pour la réalisation de l'objet de l'Association ;

3.1.14 l'organisation d'événements d'échanges d'expériences dans le domaine de la pédagogie infantile et de la collecte de fonds, ainsi que d'autres connaissances spécialisées nécessaires à l'activité de l'Association ;

3.1.15 la mise en place d'activités de relations publiques au moyen de publications imprimées et électroniques et l'organisation d'événements visant à diffuser et à promouvoir le programme SOS Villages d'Enfants ;

3.1.16 la protection et la promotion de la marque de la Fédération.

3.2 L'Association est autorisée à remplir son objet elle-même ou bien par l'intermédiaire de tiers, pour autant que les actions des tiers impliqués dans la réalisation de l'objet de l'Association peuvent être attribuées à l'Association en vertu d'obligations contractuelles expresses ou d'autres règles de l'Association contraignantes pour les tiers, comme s'il s'agissait de ses propres actions (auxiliaires d'exécution). L'Association est autorisée à associer des membres à la réalisation de son objet tel qu'il est défini à l'article 2 en Autriche et à l'étranger et à coopérer avec eux à cet effet, pour autant que les actions des membres expressément associés à la réalisation de l'objet peuvent être attribuées à l'Association comme ses propres actions conformément aux principes susmentionnés. L'Association est en outre autorisée à agir elle-même en tant qu'auxiliaire d'exécution.

3.3 Les moyens matériels nécessaires à la réalisation de l'objet de l'Association sont fournis par :

- les cotisations des membres, qui ne doivent être perçues que pour le financement des fonctions essentielles d'un secrétariat de la Fédération.

- des donations, dons et toute forme de contribution volontaire, y compris toute disposition à cause de mort, telle que l'héritage ou le legs de biens mobiliers, immobiliers ou financiers.
 - des subventions et aides d'organismes publics et privés ;
 - des parrainages, des partenariats avec des entreprises et des recettes publicitaires, pour autant que ceux-ci sont utiles ou nécessaires à la réalisation de l'objet de l'Association
 - les revenus provenant des activités économiques de l'Association, pour autant que cela est compatible avec les dispositions fiscales des articles 34 et suivants du code fiscal autrichien (« BAO »), notamment par le remboursement des frais liés à la fourniture de services de gestion et à la mise en œuvre de coopérations,
 - les revenus provenant de la gestion de patrimoine, en particulier les intérêts, les dividendes, y compris ceux des filiales, les revenus du capital et les revenus provenant d'activités de location immobilière.
- Tous les fonds de l'Association doivent être employés exclusivement pour la réalisation de l'objet de l'Association tel qu'il est défini dans les présents statuts.

4.1 Membres

4.1.1 Les membres sont des personnes morales dotées de la capacité juridique dans leur pays d'activité, reconnues comme organisations d'utilité publique et ayant été fondées, aux termes de leur constitution, de leurs règlements ou de leurs statuts, dans le seul but de créer,, de gérer, de financer ou de soutenir des SOS villages d'enfants et d'autres programmes SOS Villages d'Enfants ou de mener d'autres activités conformes aux objectifs définis dans les présents statuts.

4.2 Acquisition de la qualité de membre

4.2.1 Une personne morale désireuse de devenir membre de l'Association doit en faire la demande par écrit auprès du Comité Exécutif, lequel procède à un premier examen des conditions requises et soumet ensuite la demande d'adhésion au Conseil de Surveillance conjointement avec les résultats de cet examen. Après avoir procédé à son propre examen, le Conseil de Surveillance soumet la demande d'adhésion accompagnée de sa recommandation au comité chargé des affaires relatives aux membres et aux assemblées. Ce comité peut, à la majorité des deux tiers, confirmer le statut de candidat à l'adhésion de la personne morale, s'il s'est assuré qu'elle remplit les conditions fixées aux articles 4.1.1 et 4.2.2 .

Tant que la personne morale a le statut de candidat à l'adhésion, elle n'a pas le droit de vote, mais elle est en droit d'assister aux assemblées générales. À l'expiration d'un délai d'un an à compter de l'admission comme

candidat à l'adhésion, le comité chargé des questions d'adhésion et des assemblées recommande à l'Assemblée Générale l'admission du candidat à l'adhésion en tant que membre ou le rejet de la demande d'adhésion, et l'Assemblée Générale peut approuver l'admission à la majorité des deux tiers des voix exprimées. Si cette majorité n'est pas atteinte, l'admission est réputée rejetée.

4.2.2 En même temps que la demande d'adhésion, le candidat à l'adhésion doit :

- prouver qu'il est reconnu, en vertu du droit de son pays, comme une organisation à but non lucratif ou une organisation similaire poursuivant exclusivement des buts d'utilité publique conformément à l'objet commun décrit dans ses statuts, et s'engager à maintenir ce statut ;
- s'engager à respecter les statuts, ainsi que les principes et objectifs qui y sont énoncés, les règlements intérieurs, les lignes directrices, les règles de conduite et autres documents fondamentaux de la Fédération adoptés sur la base de ces statuts, et
- payer les cotisations annuelles fixées sur la base des statuts ;
- prouver que ses activités antérieures étaient conformes aux normes de gouvernance de la Fédération et que ses valeurs, sa vision et sa mission correspondent à celles de la Fédération ;
- prouver qu'il dispose d'une intégrité et de capacités financières et organisationnelles suffisantes pour mener à bien ses activités et
- prouver qu'il ne dépend pas d'une personne physique unique ou d'une entreprise unique, sauf s'il s'agit de l'Association elle-même ou de l'un de ses membres.

4.2.3 En principe, un seul membre par pays sera admis à l'avenir, sauf décision contraire de l'Assemblée Générale dans des cas particuliers.

4.3 Cessation et suspension de la qualité de membre

4.3.1 La qualité de membre prend fin en ce qui concerne les personnes morales en cas de perte de la personnalité juridique ou d'incapacité juridique d'une durée supérieure à 18 mois, sinon par démission / résiliation ou exclusion.

4.3.2 La démission ou la résiliation se fait par déclaration écrite du membre au président du Conseil de Surveillance. La démission prend effet immédiatement, sous réserve de l'accord du Conseil de Surveillance à la majorité des deux tiers et en concertation avec le Comité Exécutif. Si le Conseil de Surveillance n'approuve pas la démission immédiate, une résiliation ordinaire n'est possible qu'à la fin d'une année civile, moyennant un préavis de deux ans à compter de la date de réception de la résiliation sous forme de lettre recommandée adressée au président du Conseil de Surveillance.

Si un membre enfreint les statuts ou les lignes directrices contraignantes de l'Association ou porte atteinte aux intérêts de celle-ci, le Conseil de Surveillance peut, à la majorité des deux tiers, décider de suspendre les droits

du membre en question (« suspension »). Avant toute suspension de la qualité de membre, le membre doit avoir la possibilité d'être entendu par le Conseil de Surveillance et de rectifier de manière vérifiable les insuffisances constatées dans un délai raisonnable fixé par le Conseil de Surveillance, sauf si le Conseil de Surveillance décide qu'il existe un danger imminent nécessitant une prise de décision immédiate. Dans des cas particuliers, des mesures supplémentaires (telles que la médiation) peuvent être décidées d'un commun accord avant la suspension de la qualité de membre. Dans le cadre de la suspension, le membre dont les droits sont suspendus doit être informé de manière vérifiable et dans un délai maximal de 12 mois des conditions auxquelles leur qualité de membre à part entière peut être rétablie.

Si le membre dont les droits sont suspendus ne remplit pas ou pas entièrement les conditions fixées, le Conseil de Surveillance renvoie l'affaire à la commission de conformité de l'Assemblée Générale conjointement avec un rapport écrit. Après un nouvel examen, celle-ci soumet l'affaire à l'Assemblée Générale pour décision, conjointement avec un rapport sur les manquements reprochés et une recommandation concrète.

L'Assemblée Générale donne à ce membre la possibilité de se défendre oralement et par écrit, puis décide soit de l'exclusion du membre, soit de la poursuite de la suspension pour une nouvelle période à déterminer, pendant laquelle le comité chargé des affaires relatives aux membres et aux assemblées, en collaboration avec le Conseil de Surveillance, suit de près les efforts du membre pour éliminer les motifs actuels de la suspension, soit le maintien de la qualité de membre aux conditions jugées appropriées par l'Assemblée Générale, étant entendu qu'une majorité des deux tiers des voix exprimées est requise pour une décision d'exclusion.

4.3.4 Le membre doit être informé par écrit et de manière vérifiable de la suspension de ses droits de membre ainsi que de son exclusion définitive. Cette information doit être communiquée par le Comité Exécutif sous une forme écrite et vérifiable. L'exclusion prend effet à compter de la notification au membre de la décision de l'Assemblée Générale communiquée par le Comité Exécutif.

4.3.5 Le membre exclu peut faire appel de la décision de l'Assemblée Générale dans un délai de quatre semaines à compter de la notification de la décision d'exclusion, par écrit, auprès d'un Tribunal Arbitral constitué conformément à l'article 7, mais il ne peut prétendre à la suspension de la décision pendant la durée de la procédure d'appel.

4.3.6 Jusqu'à l'exclusion définitive d'un membre et également en cas de suspension temporaire des droits de membre, l'obligation de paiement des cotisations continue de s'appliquer.

4.3.7 En cas de démission ou d'exclusion d'un membre ordinaire, celui-ci est tenu de rembourser à l'Association (ou au membre qui a versé la subvention) toutes les subventions qu'il a reçues de l'Association ou de ses membres et qui n'ont pas encore été dépensées ou qui n'ont pas été dépensées conformément aux présents statuts ou, à la discrétion de l'Association, de lui accorder (ou au membre qui a versé la subvention) le droit exclusif et non limité par les droits de tiers de disposer des actifs du membre à hauteur du montant de ces dons.

À cette fin, le membre exclu doit présenter un décompte détaillé des subventions reçues et dépensées pour la période écoulée depuis la présentation des derniers comptes annuels audités conformément au point 4.6.6.2. En cas de non-remboursement et / ou de non-présentation du décompte dans un délai raisonnable, l'Association (ou le membre qui a versé la subvention) peut, après avoir fixé un délai approprié, faire valoir ses droits au remboursement en justice.

4.3.8 En cas de cessation de la qualité de membre pour quelque motif que ce soit, tous les droits attachés aux noms de domaine Internet utilisés par le membre doivent être transférés à l'Association sans donner lieu à une indemnité.

4.4 Droits des membres

4.4.1 Les membres sont autorisés, après accord exprès de l'association autrichienne SOS Villages d'Enfants, à utiliser sa marque nominative et figurative protégée dans la mesure prévue. Aucun membre n'est autorisé à céder à des tiers le droit d'utilisation de la marque nominative et figurative protégée qui lui a été accordé ni à accorder à des tiers des droits d'utilisation quels qu'ils soient. En cas de cessation de la qualité de membre, l'utilisation de cette marque nominative et figurative est interdite avec effet immédiat.

Le Conseil de Surveillance est en droit de subordonner l'utilisation de la marque nominative et figurative à certaines conditions et de retirer ou de restreindre le droit d'utilisation si ces conditions ne sont pas respectées.

4.4.2 Les membres ont le droit de bénéficier des services proposés et des activités de soutien du Secrétariat Général et des autres membres. Le Secrétariat Général est tenu de publier toutes les informations pertinentes sur l'intranet de l'Association et de les rendre de la sorte accessibles à tous les membres.

4.4.3 Les membres de l'Association ont le droit de recevoir toutes les informations officielles de l'Association, en particulier un rapport annuel comprenant un rapport financier, un rapport de conformité annuel ainsi que des informations relatives aux décisions des organes de l'Association et les procès-verbaux de l'Assemblée Générale de l'Association. Les organes de l'Association sont tenus de veiller à ce que cette obligation soit respectée.

4.4.4 Tous les membres ont le droit de participer, par l'intermédiaire de leurs représentants, aux assemblées générales de l'Association et aux travaux de ces dernières, ainsi que de proposer des candidats aux postes de membres du Conseil de Surveillance et des comités créés par l'Assemblée Générale.

4.4.5 Le droit de vote à l'Assemblée Générale (y compris le vote sur l'admission de nouveaux membres) est ouvert à tous les membres, le droit d'éligibilité pour les sièges au Conseil de Surveillance étant réservé aux représentants des membres qui sont eux-mêmes actifs dans l'un des organes dirigeants de ce membre. Des restrictions du droit de vote au sens du point 4.5 peuvent être fixées dans le règlement intérieur et le règlement électoral de l'Assemblée Générale.

4.4.6 Les membres ont le droit, lors de chaque Assemblée Générale, d'être informés par le Comité Exécutif sur les activités de l'association et sa gestion financière.

4.4.7 Tous les membres ont le droit de participer à l'élaboration de normes communes contraignantes et à la stratégie de la Fédération.

4.4.8 Tous les membres ont le droit, dans le cadre des statuts et du règlement intérieur, de soumettre des motions à l'Assemblée Générale.

4.5 Conditions d'exercice des droits de membre :

4.5.1 Respect des obligations statutaires des membres, y compris le respect des principes fondamentaux, des lignes directrices contraignantes adoptés par l'Assemblée Générale et des lignes directrices contraignantes adoptées par l'ancien Sénat international avant le transfert de cette compétence à l'Assemblée Générale ;

4.5.2 Présentation du rapport annuel au plus tard le 31 mars de l'année suivante et des comptes annuels audités au plus tard le 1^{er} septembre de l'année suivante, conformément aux dispositions des points 4.6.6.1 et 4.6.6.2 ;

4.5.3 Reconnaissance et respect des décisions exécutoires du Tribunal Arbitral de la Fédération ou, le cas échéant, d'un tribunal judiciaire en cas de litige survenant directement ou indirectement entre l'Association et ses membres ou entre des membres ;

4.5.4 Paiement de la cotisation annuelle aux dates fixées dans la facture de cotisation, sauf décision contraire du Conseil de Surveillance ;

4.5.5 Absence de suspension temporaire des droits de membre (4.3.3).

4.6 Obligations des membres

4.6.1 Les membres sont tenus de promouvoir au mieux les intérêts, la marque commune, les principes énoncés dans le Préambule et les objectifs de l'Association décrits aux articles 2 et 3, et de s'abstenir de tout ce qui pourrait être de nature nuire à la réputation et à l'objet de l'Association, de la Fédération et de la marque commune. Ils sont tenus de respecter les présents statuts, y compris leur Préambule et le règlement intérieur, et de mettre en œuvre les décisions et mesures des organes de l'Association, y compris les normes approuvées par l'Assemblée Générale ou par le Sénat international (avant que cette compétence ne soit transférée à l'Assemblée Générale) et donc contraignantes pour tous les membres, qui sont mises à la disposition de tous les membres par le Secrétariat Général, pour autant qu'elles ne sont pas contraires à la législation nationale en vigueur.

4.6.2 Tous les membres sont tenus de payer une cotisation annuelle dans les délais fixés dans la facture de cotisation. Les principes généraux de calcul des cotisations sont fixés par l'Assemblée Générale, le montant concret de la cotisation est décidé par le Conseil de Surveillance.

4.6.3 Les statuts des membres ne doivent pas être contraires aux statuts et aux objectifs de l'Association, pour autant que ces derniers ne contredisent pas la législation nationale en vigueur dans les différents pays concernés. Toute modification des statuts ou toute adoption de nouveaux statuts par un membre doit être immédiatement communiquée au Chief Executive Officer et nécessite son approbation pour être valable. En cas de conflit, la question est transmise au conseil de surveillance.

4.6.3 Les statuts des membres ne doivent pas être contraires aux statuts et aux objectifs de l'Association, pour autant que ces derniers ne contredisent pas la législation nationale en vigueur dans les différents pays concernés. Toute modification des statuts ou toute adoption de nouveaux statuts par un membre doit être immédiatement communiquée au Chief Executive Officer et nécessite son approbation pour être valable. En cas de conflit, la question est transmise au conseil de surveillance.

4.6.4 Les dispositions ci-dessus ne limitent l'autonomie des membres que dans la mesure où leurs statuts, modifications de statuts, mesures, décisions et procédures ne sont pas conformes au contenu du Préambule et des statuts de l'Association ainsi qu'aux bases et lignes directrices contraignantes adoptées.

4.6.5 Les membres ont le devoir de contribuer au développement et à la pérennité de l'Association et de la Fédération par les mesures suivantes :

- en mettant en œuvre les principes, lignes directrices et stratégies contraignants approuvés par le Conseil de Surveillance ou l'Assemblée Générale ;
- en partageant leurs ressources et leurs connaissances avec les autres membres et en les soutenant, si nécessaire, sur la base d'une décision de leur propre Comité Exécutif.

4.6.6 Les membres sont tenus de fournir au Secrétariat Général les documents suivants chaque année ou sur demande :

4.6.6.1 un rapport annuel au plus tard le 31 mars de l'année suivante, sous la forme prescrite, comprenant un rapport sur leur conformité avec les principes et les lignes directrices contraignants ainsi que sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la stratégie ; les changements au sein du Comité Exécutif et du personnel dirigeant doivent également être signalés sans délai au Secrétariat Général de l'Association, y compris au cours de l'année ;

4.6.6.2 les comptes annuels audités par une société d'audit indépendante et internationalement reconnue, conformes aux principes comptables généraux en vigueur localement et aux lignes directrices et normes fixées par l'association, avant le 1^{er} septembre de l'année suivante ; ;

4.6.7 Les membres sont tenus de respecter et de promouvoir la vision et les principes énoncés dans les présents statuts, en particulier dans le Préambule, ainsi que les principes fondamentaux et les lignes directrices contraignants pour tous les membres et SOS Villages d'Enfants International, notamment en contribuant au développement et à la pérennité de la Fédération, en partageant les ressources et les connaissances avec la Fédération et ses autres membres et en les soutenant, si nécessaire sur la base d'une décision de leur propre Comité Exécutif.

4.6.8 Les membres sont tenus de respecter le principe de l'unité de la Fédération dans le cadre de l'objectif commun d'utilité publique et respecteront l'indépendance des autres membres.

4.6.9 Les membres sont tenus de s'efforcer au mieux, dans leur domaine d'activité local, de collecter des fonds (comme indiqué au point 0) et d'utiliser tous les moyens à leur disposition de manière efficace et responsable pour promouvoir les objectifs de l'Association et de la Fédération.

4.6.10 Les membres sont tenus de mettre en place et de développer des structures de direction et d'organisation solides afin d'atteindre ces objectifs, tout en garantissant le respect des normes de bonne gouvernance.

4.6.11 Les membres sont tenus de continuer à respecter les critères et conditions requis pour l'admission d'un nouveau membre, de remplir toutes leurs obligations et de veiller à leur bonne réputation.

4.6.12 En cas d'enquête menée par les organes compétents de l'Association, les membres doivent mettre à la disposition de ces derniers tous les documents et toutes les informations demandés, sauf si des dispositions légales locales impératives s'y opposent.

4.6.13 Les membres sont tenus de mettre en place des concepts adéquats pour la protection des enfants, y compris l'évaluation régulière et le suivi des risques, le recrutement du personnel dans le respect des principes de protection (« Safeguarding »), des formations, des mesures adéquates de prévention et de réaction et un système de gestion des incidents.

4.6.14 Les membres sont tenus de mettre en place un système local de médiation ou une alternative adéquate.

Article 5. Organes de l'Association

5.1 Les organes de l'Association sont les suivants :

5.1.1 L'Assemblée Générale (« General Assembly »)

5.1.2 Le Conseil de Surveillance (« International Board »)

5.1.3 Le Comité Exécutif (« Executive Board »)

5.1.4 Le Tribunal Arbitral (« Arbitration Tribunal »), lorsqu'il se réunit

5.1.5 Les auditeurs (« Auditors »)

5.2 L'Assemblée Générale

5.2.1 L'Assemblée Générale se compose de tous les membres, représentés par un représentant désigné conformément aux statuts (ou bien aux termes du règlement intérieur de l'Assemblée Générale) (représentants).

5.2.2 L'Assemblée Générale ordinaire doit être convoquée une fois par année civile. Elle doit se tenir, dans la mesure du possible, alternativement sous la forme d'une assemblée physique (avec la présence physique des participants) et sous la forme d'une « assemblée virtuelle ». En présence de circonstances particulières (par exemple, restrictions de voyage au niveau international), une Assemblée Générale prévue sous la forme d'une assemblée physique peut le cas échéant se tenir sous la forme d'une assemblée générale virtuelle sur décision du Conseil de Surveillance d'un commun accord avec le Comité Exécutif.

Sauf disposition contraire des présents statuts, les dispositions applicables à la convocation et à la tenue d'une assemblée virtuelle sont les mêmes que celles applicables à une assemblée physique, pour laquelle la présence physique est requise.

Lors d'une assemblée virtuelle, il doit être possible de participer à l'assemblée depuis n'importe quel endroit au moyen d'une connexion audiovisuelle en temps réel, chacun des membres devant pouvoir suivre le déroulement de l'assemblée et être en mesure de prendre la parole et de participer aux votes pendant l'assemblée. Si certains participants, mais pas plus de la moitié, ne disposent pas des moyens techniques nécessaires pour établir une connexion audiovisuelle avec l'assemblée virtuelle ou ne peuvent ou ne veulent pas utiliser ces moyens, il suffit que les participants concernés soient connectés à l'assemblée par liaison audio uniquement.

La décision relative à la technologie de connexion à utiliser est prise par le président de l'Assemblée Générale en accord avec le Comité Exécutif et le comité chargé des affaires relatives aux membres et aux assemblées. Dans ce cadre, il convient de tenir compte de manière appropriée des intérêts de la Fédération et des participants.

La convocation à l'assemblée virtuelle doit préciser les conditions organisationnelles et techniques requises pour la participation.

Si, lors d'une assemblée virtuelle, l'identité d'un participant suscite des doutes, le président de l'Assemblée Générale est tenu de vérifier son identité de manière appropriée.

L'Association n'est responsable de l'utilisation des moyens techniques de communication que dans la mesure où ceux-ci relèvent de sa sphère.

Si des motifs particuliers l'exigent, les représentants de certains membres peuvent également, dans le cadre d'une assemblée générale en présentiel, être autorisés à y participer de manière virtuelle, pour autant que les moyens techniques le permettent. Dans ce cas, les dispositions énoncées ci-dessus s'appliquent par analogie.

5.2.3 Une assemblée générale extraordinaire doit être convoquée par le président de l'Assemblée Générale si cela est demandé par écrit, avec l'ordre du jour souhaité, par les deux tiers du Conseil de Surveillance ou par au moins un dixième des membres, ou si cela résulte autrement des présents statuts ou de la loi autrichienne sur les associations. Sauf décision contraire du Conseil de Surveillance en accord avec le Comité Exécutif, les assemblées générales extraordinaires se tiennent sous forme d'assemblées virtuelles.

5.2.4 Tous les membres de l'Association doivent être convoqués aux assemblées générales tant ordinaires qu'extraordinaires par le Comité Exécutif, en concertation avec le président de l'Assemblée Générale, et ce de manière vérifiable. Dans le cas d'une assemblée générale ordinaire, la convocation doit être envoyée au moins deux mois avant la date prévue ; dans le cas d'une assemblée générale extraordinaire, au moins un mois avant la date prévue.

L'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire doit être communiqué à tous les membres au plus tard six semaines avant la date de l'assemblée générale par le président de l'assemblée générale. Dans le cas d'une assemblée générale extraordinaire, l'ordre du jour doit être communiqué aux membres de l'Association au plus tard trois semaines avant la date de l'assemblée générale. L'ordre du jour est établi par le comité chargé des affaires relatives aux membres et aux assemblées sur proposition du Conseil de Surveillance, en concertation avec le président de l'Assemblée Générale. Les demandes d'inscription de points supplémentaires à l'ordre du jour doivent être soumises par écrit au président de l'Assemblée Générale au moins quatre semaines avant la date de l'assemblée générale ordinaire ou deux semaines avant la date de l'assemblée générale extraordinaire. Seules les demandes d'inscription de points supplémentaires à l'ordre du jour qui sont soutenues par au moins 1/10 des membres et qui sont conformes aux statuts de l'Association peuvent être inscrites à l'ordre du jour.

5.2.6 Les décisions ne peuvent porter que sur les points inscrits à l'ordre du jour. Toutefois, l'assemblée générale peut, à la majorité des deux tiers, ajouter des points supplémentaires à l'ordre du jour, sur lesquels elle peut alors statuer.

5.2.7 Sont en droit de participer à l'Assemblée Générale les membres du Conseil de Surveillance et du Comité Exécutif, les cadres dirigeants de l'Association, ainsi qu'au maximum deux autres (en plus du représentant disposant du droit de vote) délégués des différents membres et d'autres personnes invitées par le Comité Exécutif en accord avec le président de l'Assemblée Générale.

5.2.8 Chaque membre ordinaire dispose d'une voix. Les dispositions détaillées concernant les modalités d'exercice du droit de vote de chaque membre et les personnes par l'intermédiaire desquelles il peut le faire sont fixées dans le règlement intérieur de l'Assemblée Générale (voir 5.3.1.5).

5.2.9 La délégation du droit de vote par procuration écrite à un représentant d'une association membre habilité à participer à l'Assemblée Générale est autorisée. Une personne ne peut exprimer qu'une seule voix en plus de la sienne.

5.2.10 Le quorum de l'Assemblée Générale est réputé rempli lorsque la majorité simple de tous les membres est présente ou représentée. Si, au début de l'Assemblée Générale, la majorité simple de tous les membres n'est pas présente, l'Assemblée Générale se réunit à nouveau après un délai d'attente de deux heures, le quorum étant alors atteint quel que soit le nombre de membres présents.

5.2.11 Sauf disposition contraire des présents statuts ou de la loi autrichienne sur les associations, les décisions de l'Assemblée Générale sont prises à la majorité simple des voix valablement exprimées. Les décisions visant à modifier les statuts de l'Association ou à dissoudre l'Association requièrent une majorité des deux tiers des voix valablement exprimées.

5.2.12 Des limites temporelles raisonnables peuvent être fixées pendant l'assemblée pour les interventions (questions et propositions de résolution). Le déroulement détaillé de l'assemblée générale et des débats qui y ont lieu est précisé dans le règlement intérieur (voir 5.3.1.5).

5.2.13 L'Assemblée Générale élit parmi ses membres un président et un vice-président. Le président (vice-président) actuel du Conseil de Surveillance peut également être élu président (vice-président) de l'Assemblée Générale. Ce président, ou en cas d'empêchement, le vice-président, préside l'Assemblée Générale, à l'exception des scrutins, qui sont présidés par le président du Comité Electoral (Election Committee). Si le président et son suppléant sont tous deux empêchés, le président du Conseil de Surveillance assume la présidence. Si celui-ci est également empêché, la présidence est confiée au représentant d'un membre de l'Assemblée Générale ayant le plus d'années d'ancienneté et disposant du droit de vote, jusqu'à ce que le président ou son vice-président soit à nouveau en mesure d'assumer ses fonctions ou qu'une nouvelle élection ait eu lieu. Le mandat du président et de son vice-président est en principe de trois ans, mais en tout état de cause jusqu'au début de l'Assemblée Générale au cours de laquelle un successeur est élu. Une réélection est possible.

5.2.14 L'Assemblée Générale peut révoquer le président élu et / ou son vice-président par une décision prise à la majorité simple.

5.2.15 Si le président ou son vice-président est révoqué, démissionne ou bien quitte ses fonctions pour d'autres motifs, une nouvelle élection doit avoir lieu. Jusqu'à cette date, les règles de représentation énoncées ci-dessus (5.2.13) s'appliquent.

5.2.16 L'élection d'un représentant d'un membre à la présidence de l'Assemblée Générale suspend son droit de vote à l'Assemblée Générale. Le membre délégant désigne dès que possible un nouveau représentant à l'Assemblée Générale, lequel exerce alors son droit de vote en ses lieu et place. Si, lors de l'Assemblée Générale au cours de laquelle un représentant d'une organisation membre est élu président de l'Assemblée Générale, un autre délégué de l'organisation membre délégante, qui ne disposait pas jusqu'à présent du droit de vote, est présent, le droit de vote lui est transféré. Si plusieurs délégués répondant à cette définition sont présents, le président nouvellement élu décide à quel délégué le droit de vote doit être transféré.

5.2.17 Si un représentant d'une organisation membre est élu vice-président de l'Assemblée Générale, cela n'a dans un premier temps aucune incidence sur le droit de vote. Le droit de vote n'est suspendu que pendant la période où le président est empêché et où le vice-président exerce activement ses fonctions. La règle énoncée ci-dessus concernant le transfert du droit de vote à un autre délégué s'applique par analogie.

5.3 Attributions de l'Assemblée Générale

5.3.1 L'Assemblée Générale est l'organe de décision suprême de l'Association. Elle est notamment chargée des attributions énumérées aux points 5.3.1.1 à 5.3.1.13 :

5.3.1.1 Approbation des principes fondamentaux (statuts,

Who We Are, Brand Foundation, Strategic Framework) et des directives (y compris toutes les modifications ultérieures) qui sont contraignantes pour tous les membres et pour SOS Villages d'Enfants International, conformément au point 4.4.7 et au règlement électoral (Rules of procedure for Elections).

5.3.1.2 L'admission et l'exclusion des membres, telles qu'elles sont décrites aux points 4.2 et 4.3.

5.3.1.3 L'élection, la décharge et la révocation des membres du Conseil de Surveillance.

5.3.1.4 La prise de décision concernant le changement du siège social de l'Association ainsi que sa dissolution.

5.3.1.5 La prise de décision concernant le règlement intérieur de l'Assemblée Générale et du Conseil de Surveillance, ainsi que le règlement électoral de ces organes.

5.3.1.6 La prise de décision concernant les principes de gouvernance et procédures de gouvernance, en particulier les lignes directrices (« polices ») qui définissent les attentes en matière de gouvernance de l'Association et de ses membres.

5.3.1.7 La mise en place de comités permanents de l'Assemblée Générale, en particulier

- du comité électoral ;

- du comité de conformité et

- du comité chargé des affaires relatives aux membres et aux assemblées,

et la mise en place de comités *ad hoc* en cas de besoin, ainsi que la désignation et la révocation des membres de ces comités, et la prise de décision concernant les règlements intérieurs et les règlements électoraux de ces comités.

5.3.1.8 La prise de décision contraignante pour tous les organes et membres concernant les mesures nécessaires en cas de violations en matière de conformité, après enquêtes et propositions du comité de conformité.

5.3.1.9 L'approbation du rapport d'activité présenté par le conseil de surveillance pour décision et des comptes audités de l'association et des établissements gérés par celle-ci, ainsi que la réception du rapport des auditeurs externes.

5.3.1.10 La réception du rapport de gestion établi par le Comité Exécutif et présenté par le Conseil de Surveillance après vérification, ainsi que des prévisions concernant les activités futures de l'Association et le budget.

5.3.1.11 La prise de décision concernant les principes généraux et les méthodes de calcul pour la fixation de la cotisation annuelle des membres.

5.3.1.12 La désignation et la révocation des commissaires aux comptes ou de l'auditeur des comptes.

5.3.1.13 La prise de décision concernant le retrait de certaines régions / certains pays dans lesquels SOS Villages d'Enfants International a mené jusqu'à présent des programmes et poursuivi des objectifs à long terme, ou concernant le lancement d'activités dans des pays / régions dans lesquels aucune autre organisation membre n'est active avec des programmes à long terme.

5.4 Le Conseil de Surveillance

5.4.1 Le Conseil de Surveillance se compose d'au minimum 9 et d'au maximum 13 membres. Un siège au Conseil de Surveillance est réservé à SOS Villages d'Enfants Autriche, la première association SOS Villages d'Enfants fondée, qui désigne le membre du Conseil de Surveillance correspondant. Les autres membres du Conseil de Surveillance sont élus pour une durée de trois ans par l'Assemblée Générale.

Une réélection (ou, pour le siège réservé, une nouvelle désignation) est possible pour un deuxième (et dernier) mandat.

5.4.2 Le Conseil de Surveillance élit en son sein un président et un vice-président qui remplace le président en cas d'empêchement de ce dernier. Si le président et son vice-président sont tous deux empêchés, pour quelque motif que ce soit, le membre le plus âgé du Conseil de Surveillance assure la présidence par intérim.

5.4.3 En cas de violation grave du règlement intérieur du Conseil de Surveillance, d'autres violations graves des principes ou des lignes directrices contraignants de l'association ou en cas d'empêchement manifeste et prolongé dans l'exercice de ses fonctions, le (vice-) président peut être provisoirement suspendu ou définitivement révoqué de ses fonctions de président par une décision prise à la majorité des deux tiers des autres membres du conseil de surveillance.

5.4.4 Le Conseil de Surveillance se réunit au moins quatre fois par an (au moins une fois par trimestre civil) ; les réunions sont convoquées par le président du Conseil de Surveillance.

5.4.5 Seuls les membres des organes dirigeants d'un membre de l'association peuvent être élus membres du Conseil de Surveillance. Toutefois, la perte ultérieure de cette qualité n'entraîne pas la démission du Conseil de Surveillance, ce afin de préserver l'indépendance des membres du Conseil de Surveillance (voir point 5.4.7). Les dispositions des points 5.4.12 et 5.4.13 relatives à la suspension et à la révocation des membres du Conseil de Surveillance restent toutefois inchangées.

5.4.6 L'élection des membres est préparée par le comité électoral désigné par l'Assemblée Générale, les détails sont réglés dans le règlement intérieur et le règlement électoral. Dans le respect du principe de diversité propre à l'Association, l'Assemblée Générale veillera, lors de l'élection des membres du Conseil de Surveillance, à assurer une répartition équitable des mandats entre les régions d'origine des candidats.

5.4.7 Chaque membre du Conseil de Surveillance agit en tant que membre d'un organe collectif de l'Association et se laisse guider dans ses décisions exclusivement par les intérêts de l'Association. Il n'est pas soumis au pouvoir d'instruction du membre qui l'a désigné à cette fonction et ne peut être révoqué de cette fonction par ce membre. Le Conseil de Surveillance et ses membres sont exclusivement responsables devant l'Assemblée Générale.

5.4.8 Les membres du Comité Exécutif participent de par leur fonction aux réunions du Conseil de surveillance, à l'exception des délibérations sur les questions relevant du Conseil de Surveillance, mais ils n'ont pas le droit de vote. Si nécessaire, le Conseil de surveillance peut toutefois demander aux membres du Comité Exécutif de participer aux délibérations sur les questions relevant du Comité Exécutif.

5.4.9 Si un membre du Conseil de Surveillance démissionne, pour quelque motif que ce soit, un membre remplaçant est élu lors de la prochaine Assemblée Générale pour la durée restante du mandat du membre démissionnaire. Le règlement électoral s'applique également à cette élection, y compris la répartition régionale éventuellement effectuée lors de l'élection initiale. Si, à la suite de la démission de plusieurs membres du Conseil de surveillance, le nombre des membres restants passe en dessous de neuf et qu'aucune Assemblée Générale n'est prévue dans les 90 jours, le président de l'Assemblée générale doit convoquer une Assemblée générale (extraordinaire) afin d'élire le nombre nécessaire de membres suppléants. Jusqu'à la tenue de cette élection, les membres restants du conseil de surveillance continuent à exercer leurs fonctions, même si le nombre minimum prévu par les statuts n'est pas atteint, mais ils ne prennent pendant cette période que les décisions absolument nécessaires.

5.4.10 Le Conseil de Surveillance peut, pour l'assister dans ses activités, créer ou dissoudre des comités permanents ou *ad hoc*, en fixer le règlement intérieur et désigner et révoquer leurs membres.

5.4.11 Sauf disposition contraire des présents statuts, les décisions du Conseil de Surveillance sont prises à la majorité simple des membres présents, à condition qu'au moins 50 % d'entre eux soient présents. En cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.

5.4.12 En cas de violation grave du règlement intérieur du Conseil de Surveillance, d'autres violations graves des principes ou des lignes directrices contraignants de l'Association ou d'un code de conduite éventuellement adopté, ou en cas d'empêchement manifeste et prolongé dans l'exercice de ses fonctions, un membre du Conseil de Surveillance peut être suspendu à titre provisoire par une décision prise à la majorité simple des autres membres du Conseil de Surveillance, à moins que ce membre ne suspende lui-même ses fonctions. Cette mesure doit notamment être prise pendant l'enquête sur les manquements reprochés. La suspension peut être levée à tout moment par une décision prise à la majorité simple des autres membres du Conseil de Surveillance.

5.4.13 Si l'enquête sur les faits reprochés ayant conduit à la suspension confirme ces derniers, le Conseil de Surveillance, après consultation préalable du comité de conformité, décide à la majorité simple des autres membres du Conseil de Surveillance de recommander à l'Assemblée Générale l'exclusion du membre concerné du Conseil de Surveillance. L'Assemblée Générale statue sur une telle exclusion à la majorité des deux tiers. Ce n'est qu'après cette exclusion que le mandat correspondant au sein du Conseil de Surveillance est considéré comme vacant et qu'une nouvelle élection doit être organisée.

5.4.14 L'activité de chaque membre du Conseil de Surveillance pris isolément doit faire l'objet d'une évaluation une fois par an, celles du Conseil de Surveillance dans son ensemble tous les deux ans, et les résultats consolidés sont présentés à l'Assemblée Générale. Les détails de cette évaluation des performances sont définis dans le règlement intérieur du Conseil de Surveillance qui devra être adopté.

5.5 Attributions du Conseil de Surveillance

5.5.1 Le Conseil de Surveillance est l'organe de surveillance de l'Association et il est notamment responsable de la gouvernance au sein de l'Association. Ses membres représentent différents points de vue et domaines d'intérêt au sein de l'Association, mais ne représentent pas des membres ou des intérêts particuliers. Ils doivent travailler ensemble en vue de promouvoir au mieux les intérêts de l'Association dans son ensemble.

5.5.1.1 Le Conseil de Surveillance statue sur les questions qui lui sont soumises par les présents statuts, par le règlement intérieur ou par décision de l'Assemblée Générale.

5.5.2 Les attributions du Conseil de Surveillance sont notamment les suivantes :

5.5.2.1 l'examen des demandes d'adhésion et des questions relatives à l'exclusion de membres ainsi qu'aux démissions, et la présentation du résultat de cet examen au comité chargé des questions relatives aux membres et à l'assemblée conformément aux dispositions des points 4.2.1 et 4.3.

5.5.2.2 L'examen et la décision concernant la suspension d'un membre aux termes de la disposition 4.3.3.

5.5.2.3 La surveillance du respect des statuts, du règlement intérieur, des décisions de l'Assemblée Générale et des bases, lignes directrices et politiques contraignantes par l'Association et ses membres, ainsi que la transmission des rapports sur les constatations faites à cet égard au comité de conformité de l'Assemblée Générale ;

5.5.2.4 La soumission à l'Assemblée Générale des propositions de décision concernant le retrait de certaines régions / certains pays dans lesquels SOS Villages d'Enfants International a mené jusqu'à présent des programmes et poursuivi des objectifs à long terme, ou concernant le lancement d'activités dans des pays / régions où une action à long terme semble nécessaire, mais où aucune organisation membre n'était active jusqu'à présent.

5.5.2.5 L'interprétation des décisions de l'Assemblée Générale ainsi que le conseil et l'assistance du Comité Exécutif dans leur mise en œuvre ;

5.5.2.6 L'interprétation et la modification des lignes directrices de l'Association et de leurs règles d'application dans les cas urgents, ces décisions devant être soumises à la prochaine Assemblée Générale pour confirmation ;

5.5.2.7 l'approbation et la surveillance des plans et des budgets annuels de SOS Villages d'Enfants International, dans le cadre de l'allocation des ressources correspondantes, ainsi que la transmission de ces plans et budgets annuels à l'Assemblée Générale (pour information). Le Conseil de Surveillance ne peut prendre aucune décision concernant les dépassements budgétaires avant que le CEO et le comité financier n'aient présenté un rapport justifiant le dépassement et expliquant les conséquences administratives et financières d'une telle proposition.

5.5.2.8 La confirmation et la présentation des comptes annuels audités de l'Association, du rapport annuel et du rapport des auditeurs à l'Assemblée Générale pour décision ;

5.5.2.9 Le contrôle et la supervision des systèmes d'évaluation et de gestion des risques de l'Association mis en place par le Comité Exécutif et l'adoption de mesures permettant de s'assurer que l'Association dispose de ressources suffisantes pour exercer ses activités conformément à ses statuts.

5.5.2.10 La surveillance et la protection de la réputation et des ressources de l'Association ainsi que de la réputation de la Fédération ;

5.5.2.11 la présentation de propositions à l'Assemblée Générale concernant la prise de décision relative à la stratégie globale, au Strategic Framework de l'Association, aux lignes directrices correspondantes, à un système international d'évaluation des finances et de la comptabilité et aux normes mondiales de gouvernance ;

5.5.2.12 la présentation à l'Assemblée Générale des propositions concernant les lignes directrices contraignantes de la Fédération et l'approbation de normes contraignantes dans le cadre des principes et des lignes directrices contraignants ;

5.5.2.13 l'adoption d'un règlement intérieur pour les comités du Conseil de Surveillance conformément au point 5.4.10, et pour le Comité Exécutif ;

5.5.2.14 la sélection, la nomination, l'évaluation des performances et la révocation des membres du Comité Exécutif ;

5.5.2.15 La supervision de l'activité du Comité Exécutif et le traitement des réclamations présentées contre le Comité Exécutif ;

5.5.2.16 la décharge des membres du Comité Exécutif ;

5.5.2.17 la fixation et la prescription des cotisations annuelles conformément aux points 4.6.2 et 5.3.1.11, ce sur la base des recommandations d'un comité financier éventuellement mis en place ;

5.5.2.18 Le report temporaire des cotisations prescrites (en particulier en cas de difficultés économiques existantes ou pendant des litiges en cours concernant le montant et l'échéance de ces cotisations), l'octroi de facilités de paiement (telles que des paiements échelonnés), en étroite concertation avec le Comité Exécutif, et la décision de suspendre le droit de vote des membres en retard de paiement (4.5.4).

5.5.2.19 l'autorisation de la participation de l'Association à des sociétés de capitaux conformément au point 3.1.13 ;

5.5.2.20 la sélection des commissaires aux comptes (ou de l'auditeur des comptes), si cela s'avère nécessaire avant la prochaine Assemblée Générale.

5.6 Représentation de l'association vis-à-vis des tiers

L'Association est représentée par le Chief Executive Officer conjointement avec un autre membre du Comité Exécutif ou, en l'absence du Chief Executive Officer, conjointement par les deux autres membres du Comité Exécutif.

À compter du 1^{er} décembre 2025, la nouvelle version de l'article 5.6.1 ci-dessous remplace intégralement le texte précédent :

5.6.1 L'Association est représentée par le Chief Executive Officer conjointement avec le Chief Program Officer.

5.6.2 En concertation avec le Chief Executive Officer et après consultation entre eux, le président de l'Assemblée Générale et le président du conseil international représentent la Fédération lors d'événements, au sein d'organisations internationales et vis-à-vis des organisations membres (par exemple en participant au nom de la Fédération et en présentant les positions de la Fédération), sans toutefois disposer d'un pouvoir de représentation juridique pour l'Association.

5.7 Le Comité Exécutif

5.7.1 Le Comité Exécutif est l'organe exécutif de l'Association et se compose du Chief Executive Officer, du Chief Program Officer, du Chief Operating Officer et du Chief Financial Officer. Il est dirigé par le Chief Executive Officer. Les membres du Comité Exécutif sont des employés rémunérés de l'Association et les supérieurs hiérarchiques de tous ses employés. Les membres du Comité Exécutif sont désignés et révoqués conformément à l'article 5.5.2.14 par le Conseil de Surveillance, leur mandat étant par conséquent à durée indéterminée.

5.7.2 Le Comité Exécutif est responsable de la mise en œuvre des décisions de l'Assemblée Générale et du Conseil de Surveillance, ainsi que de l'exécution des affaires courantes et de la gestion de l'Association.

À compter du 1^{er} décembre 2025, la nouvelle version des articles 5.7.1 et 5.7.2 ci-dessus, qui remplacent intégralement les dispositions précédentes, s'applique :

5.7.1 Le Comité Exécutif est l'organe exécutif de l'Association et se compose du Chief Executive Officer et du Chief Program Officer. Il est dirigé par le Chief Executive Officer en tant que *primus inter pares*. Les membres du Comité Exécutif sont des employés rémunérés de l'Association et les supérieurs hiérarchiques de tous ses employés. Les membres du Comité Exécutif sont désignés et révoqués par le Conseil de Surveillance conformément à l'article 5.5.2.14, leur mandat étant par conséquent à durée indéterminée.

5.7.2 Le Comité Exécutif est responsable de la mise en œuvre des décisions de l'Assemblée Générale et du Conseil de Surveillance, ainsi que de l'exécution des affaires courantes et de la gestion de l'Association. Chaque membre du Comité Exécutif doit désigner un suppléant. Avant sa désignation par le Conseil de Surveillance, le suppléant n'est pas membre du Comité Exécutif et n'a pas de pouvoir de représentation organique, mais représente l'Association dans les relations commerciales courantes, uniquement sur la base d'une procuration correspondante du Comité Exécutif. Si un membre suppléant désigné n'est plus disponible pour l'Association dans cette fonction, le membre du Comité Exécutif pour lequel le membre suppléant a été désigné doit immédiatement désigner un nouveau membre suppléant, lequel peut être désigné par le Conseil de Surveillance conformément à la règle suivante en cas d'empêchement du membre du Comité Exécutif concerné.

Si un membre du Comité Exécutif est, pour quelque motif que ce soit, dans l'incapacité permanente ou prolongée d'exercer ses fonctions (« membre du Comité Exécutif empêché »), le Conseil de Surveillance peut, afin d'éviter l'incapacité d'agir de l'Association et sous réserve de l'accord du membre suppléant, désigner le membre suppléant du membre du Comité Exécutif empêché comme membre du Comité Exécutif en exercice, sans procéder au préalable à une procédure de sélection formelle, jusqu'à ce que le membre du Comité Exécutif empêché soit à nouveau en mesure d'agir ou remplacé de manière permanente.

5.7.3 Le Comité Exécutif est tenu de veiller à la conformité de la comptabilité et de la présentation des comptes au sens de l'article 22 de la loi sur les associations.

5.7.4 Le Comité Exécutif dirige le Secrétariat général qui, conformément au point 3.1.7, offre son soutien et ses services aux membres de l'association. Il assiste l'Assemblée Générale et le Conseil de Surveillance dans l'accomplissement de leurs obligations. Les attributions, les droits et les obligations du Comité Exécutif sont définis plus en détail dans le règlement intérieur qui devra être adopté conformément au point 5.5.2.13 des statuts.

5.7.5 Le Comité Exécutif est habilité à constituer des commissions pour l'assister dans son travail, y compris en faisant appel à des experts externes. Il établit pour ces commissions un règlement intérieur, qui doit être soumis à l'approbation du Conseil de Surveillance.

5.7.6 Les commissaires aux comptes

5.8.1 Deux commissaires aux comptes sont élus par l'Assemblée Générale pour une durée de deux ans. Ils sont rééligibles. Les commissaires aux comptes ne peuvent appartenir à aucun organe, à l'exception de l'Assemblée Générale, dont l'activité fait l'objet du contrôle.

5.8.2 Les commissaires aux comptes sont chargés du contrôle courant des activités et de la vérification de la gestion financière de SOS KDI en ce qui concerne la régularité des comptes et l'utilisation des fonds dans le respect des statuts. Les autres organes de l'Association sont tenus de leur fournir les documents nécessaires et de leur communiquer les informations requises. Les commissaires aux comptes doivent rendre compte du résultat de leur contrôle.

5.8.3 Les actes juridiques entre les commissaires aux comptes et SOS KDI, s'ils ne concernent pas directement la vérification, sont soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale.

5.8.4 Outre par décès (perte de la personnalité juridique) et par expiration du mandat, la fonction de commissaire aux comptes prend fin par révocation par décision de l'Assemblée Générale ou par démission, qui doit être adressée à l'Assemblée Générale.

5.8.5 Si SOS KDI remplit les conditions prévues à l'article 22, paragraphe 2, de la loi autrichienne sur les contrats publics de 2022 ("VerG 2002"), un auditeur des comptes doit être désigné en lieu et place ou en plus. Les dispositions relatives aux commissaires aux comptes s'appliquent mutatis mutandis à l'auditeur des comptes.

Article 6 - Règlement des conflits

6.1 L'arbitrage de tous les litiges survenant au sein de l'Association doit se faire dans un esprit de solidarité. Si cela n'aboutit pas, il convient de saisir le Tribunal Arbitral interne à l'Association. Il s'agit d'un organe d'arbitrage au sens de la loi sur les associations, et non d'un tribunal arbitral au sens des articles 577 et suivants du Code de procédure civile (« ZPO »).

6.2 Le Tribunal Arbitral se compose de trois représentants des membres ordinaires de l'Association et est constitué de telle sorte que l'une des parties au litige informe le président du Conseil de Surveillance et désigne par écrit comme arbitre un représentant d'un membre de l'Association disposant du droit de vote à l'Assemblée Générale. Le président du Conseil de surveillance doit alors en informer l'autre partie au litige dans un délai de sept jours. L'autre partie au litige dispose alors de 14 jours pour désigner à son tour un représentant d'un membre de l'Association disposant du droit de vote à l'Assemblée Générale au président du Conseil de Surveillance. Le président du Conseil de Surveillance en informe les deux arbitres dans un délai de sept jours. Ces derniers doivent, dans un délai de 14 jours à compter de la notification, élire un tiers représentant d'un membre de l'Association disposant du droit de vote à l'Assemblée Générale comme président du Tribunal Arbitral. En cas de désaccord, le choix se fait par tirage au sort parmi les personnes proposées. Les membres du Tribunal Arbitral ne peuvent appartenir à aucun organe de l'Association dont l'activité fait l'objet du litige, à l'exception de l'Assemblée Générale.

Les arbitres élus doivent être indépendants des deux parties au litige, ils ne doivent avoir aucun intérêt personnel dans l'issue de la procédure et ne doivent pas non plus donner l'impression d'être partiaux. Ils doivent au contraire parvenir à leur décision en tant que juges indépendants.

6.3 Le Tribunal Arbitral rend ses décisions après avoir entendu les deux parties en présence de tous ses membres (la présence virtuelle suffit) à la majorité simple des voix. Il statue en toute conscience et en toute impartialité. Ses décisions sont définitives au sein de l'association.

6.4 Si le litige relève de la compétence des tribunaux, chacune des parties à l'arbitrage peut, après décision interne à l'Association, saisir le tribunal compétent à Vienne.

6.5 Le tribunal compétent pour tous les conflits en rapport avec les présents statuts est le tribunal de Vienne, Autriche. Cela s'applique également dans le cas où, pour quelque motif que ce soit, il n'était pas possible de parvenir à une décision du Tribunal Arbitral de l'Association. Le droit autrichien s'applique, à l'exception des normes de renvoi.

Article 7 - Dissolution de l'association

7.1 La dissolution de l'Association est décidée à la majorité des deux tiers lors d'une Assemblée Générale extraordinaire convoquée à cet effet, à laquelle participent au moins 50 % de tous les membres.

Si moins de cinquante pour cent des membres disposant du droit de vote participent à l'assemblée, il doit être convoquée dans un délai de deux mois une deuxième assemblée générale, au cours de laquelle les décisions sont prises à la majorité des deux tiers de tous les membres présents disposant du droit de vote.

7.2 Le dernier Conseil de Surveillance doit notifier par écrit la dissolution aux autorités compétentes en matière d'associations.

7.3 En cas de dissolution de l'Association ou de disparition de l'objet actuel de l'Association, le patrimoine restant après couverture du passif doit être remis par le Conseil de Surveillance, qui doit procéder à la liquidation de l'Association en collaboration avec le Comité Exécutif, à une entité juridique exclusivement à but non lucratif et / ou caritatif conformément aux articles 34 et suivants du code fiscal fédéral autrichien (« BAO ») dans le domaine de la prise en charge des enfants et des adolescents, du soutien aux familles en difficulté et de l'aide aux personnes dans le besoin lors de catastrophes et de situations de guerre

Article 8 - Traductions des statuts

L'Association met à la disposition de ses membres des traductions de ces statuts en anglais, en français et en espagnol. En cas de litige concernant l'interprétation du contenu, l'interprétation définitive des présents statuts doit se fonder sur la version originale allemande.

Article 9 - Validité des statuts

Si une ou plusieurs dispositions des présents statuts perdent leur validité, les autres dispositions des présents statuts resteront néanmoins en vigueur. Pour le reste, les dispositions de la loi autrichienne sur les associations dans sa version en vigueur s'appliquent.